

mercredi 19 juin 2013

NOUVELLE " RÉFORME " DES RETRAITES EN VUE :

**SANS MOBILISATION POUR LA METTRE EN ÉCHEC
C'EST UN DÉPART APRÈS 62 ANS QUI SE PROFILE**

Après les cadeaux fiscaux accordés au patronat, après " l' Accord National interprofessionnel " qui légalise le chantage à l'emploi, remet en cause le CDI et restreint les recours contre les licenciements, patronat et gouvernement s'attaquent maintenant à la protection sociale, aux allocations familiales et ... à nos retraites, sous prétexte de lutte contre le déficit des comptes sociaux !

Au menu :

- ⇒ **l'allongement de la durée de cotisation de 41 ans et demi (actuellement) à 43 ou 44 ans.** Si cette durée n'est pas atteinte à l'âge légal de 62 ans pour les personnes nées à partir de 1955, il faudra continuer de travailler, si nécessaire jusqu'à 67 ans.
- ⇒ **la baisse du pouvoir d'achat des retraités,** avec une revalorisation des retraites moins rapide que la hausse du coût de la vie (désindexation des pensions de retraite).
- ⇒ **l'alignement du taux de la CSG sur les pensions de retraite sur celui des salaires** (qui passerait alors de 6,6% à 7,5%)

Voilà le programme qui va être défendu par le gouvernement de François Hollande à l'occasion de la " Conférence sociale " qui va se dérouler ces jeudi 20 et vendredi 21 juin, en présence de toutes les organisations syndicales et patronales.

Un soi-disant " dialogue social ", comme à l'occasion de la discussion de l'Accord national interprofessionnel (ANI) en janvier dernier, mais qui n'a servi qu'à imposer plus facilement des nouveaux reculs à tous les travailleurs de ce pays, avec le vote de la loi sur la soi disant " sécurisation de l'emploi ".

Tous ces gens là oublient un peu rapidement que l'insuffisance de financement du système des retraites qu'on veut nous faire payer, c'est d'abord la conséquence de l'explosion du chômage, des cadeaux faits au patronat et de la baisse de la part des salaires dans les richesses produites.

Cent mille emplois de plus, ce serait 2,5 milliards de cotisations en plus pour la Sécurité sociale !

Et les 20 milliards d'euros de déficit des retraites... en 2020 dont on nous rebat les oreilles, pour nous faire avaler qu'on ne peut pas faire autrement que de nous imposer une régression sociale, c'est exactement le montant du " cadeau " qui va être généreusement distribué aux entreprises, sous forme d'un " crédit d'impôt ", au nom de la " compétitivité ", sans la moindre contrepartie, début 2014. Mais là, pas de souci pour trouver l'argent !

TOUT À CRAINDRE DE CETTE CONFÉRENCE SOCIALE

Les présidents de la république et les gouvernements changent, mais la politique de casse de notre protection sociale se poursuit et s'aggrave.

Les mêmes arguments - que Nicolas Sarkozy utilisait pour justifier la remise en cause d'acquis sociaux, mais qui étaient alors combattus - sont aujourd'hui repris, mot pour mot, par le nouveau locataire de l'Elysée et par quelques ténors de son gouvernement.

Pourtant, de l'argent, il y en a pour les parasites. Et il coule à flots ! Ainsi, les dividendes des actionnaires, qui s'élevaient à 3,2% du P.I.B. (Produit Intérieur Brut) en 1982 atteignent aujourd'hui 8,5% du P.I.B.. **Résultat : 170 milliards d'euros de la richesse nationale sont ainsi confisqués par les dividendes des gros actionnaires.**

Il est urgent de comprendre qu'il ne peut rien sortir de bon de cette " Conférence sociale ".

Comme on l'entend souvent dans les manifestations, on va pouvoir vérifier à nouveau très rapidement que " *ce n'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction* " !

**POUR DÉFENDRE NOTRE DROIT A LA RETRAITE,
NOTRE PROTECTION SOCIALE ET NOS EMPLOIS !
PRÉPARONS NOUS À CONSTRUIRE
UNE PUISSANTE MOBILISATION !**

A l'opposé du " dialogue social " et des " conférences sociales " qui ne servent qu'à préparer de nouveaux reculs, c'est à la construction d'une puissante mobilisation que nous devons nous atteler, le plus rapidement possible, **en nous fixant l'objectif de gagner.**

Construire des manifestations, oui, mais avec la perspective claire de faire converger toutes les énergies, d'unifier les diverses catégories, du public et du privé, de se convaincre **qu'il est possible, tous ensemble, de bloquer toute l'activité économique de ce pays.** Et que ce sera le seul moyen pour parvenir à faire céder le patronat et le gouvernement.

Les manifestations à répétition, même massives, ne suffiront pas, sans cette perspective de généralisation des mobilisations et de la main mise nécessaire sur le contrôle de l'activité économique du pays. Voilà ce qui a manqué à la mobilisation en défense des retraites en 2010, conduisant à l'échec de la lutte.

C'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction !

*C'est par la grève, l'action, la mobilisation générale qu'on obtiendra satisfaction !
Pour préparer cette indispensable mobilisation,*

**L'UNION LOCALE CGT d'ELBEUF appelle
ses Syndicats, les associations, les salarié(e)s de l'agglomération
et la population elbeuvienne à un**

1er RASSEMBLEMENT DE PROTESTATION

(devant la Chambre de Commerce d'Elbeuf)

JEUDI 20 JUIN A 17 H 30

(jour d'ouverture de la " Conférence Sociale " au niveau national)